

2019/E1/044

REPONSE DE M. Le Président du Conseil exécutif
A LA QUESTION DEPOSEE PAR M. Michel GIRASCHI
AU NOM DU GROUPE « Corsica Libera »

OBJET : Contexte politique.

Monsieur le Conseiller,

A ringrazià vi pè a vostra quistione è i termini di a vostra quistione chì sò scumpartuti, di sicuru, da tutta a maggiurità territoriale.

J'ai eu l'occasion de m'exprimer publiquement sur cette question. J'ai commencé à le faire avec la question orale de Hyacinthe VANNI et je vais terminer grâce à la vôtre.

Monsieur le Président de l'ancien Conseil départemental de la Corse-du-Sud, vous quittez l'hémicycle, je constate que votre respect pour Madame la Préfète, ne va pas jusqu'à respecter vos collègues élus. Dont acte.

Moi je n'ai jamais manqué de respect à personne, ni à mes collègues élus, ni à madame la Préfète de Corse, ni à quelques représentants de l'Etat que ce soit, y compris les plus éminents.

Par contre, nous, on nous a souvent manqué de respect et bien plus gravement encore. Donc mes mots aujourd'hui ne portent pas sur des questions de forme ou de politesse. Nous les respectons. Je voudrais vous faire part une nouvelle fois et ça sera probablement la dernière en ces termes, je dis bien, la dernière en ces termes, de mon inquiétude extrême. Je ne reviens pas sur l'attitude de l'Etat, nous avons exposé ce que nous en pensons.

C'est vrai qu'il y a un changement d'attitude. Il y avait jusqu'à aujourd'hui simplement, si l'on peut dire, un déni de démocratie, le refus de prendre en compte ce que nous sommes, ce que nous représentons et ce que le suffrage universel nous a demandé de mettre en œuvre.

Jusqu'à il y a quelques semaines, il n'y avait que ça ; si l'on peut dire « que ça ». Aujourd'hui on est dans une nouvelle phase, dans une phase offensive, on pourrait même dire une croisade qui vise effectivement à combattre, à empêcher les institutions de la Corse et de celles et ceux qui ont été désignés par le suffrage universel, à mettre en œuvre leurs actions.

C'est le premier volet, je n'y reviens pas. Il y a un deuxième volet qui est complémentaire et qui contribue à exacerber l'inquiétude. Là-aussi, je le dis, dans cette stratégie de confrontation qui est recherchée par l'Etat et que nous refusons absolument, il y a aussi de façon tantôt évidente, parfois de façon plus larvée, la tentation d'exacerber et quelque fois même de créer des tensions au sein de la société Corse et ça c'est un piège. C'est un piège mortel, d'essayer d'opposer les maires et la Collectivité de Corse, d'essayer d'opposer les nationalistes entre eux, on a connu ça dramatiquement, d'essayer d'opposer ceux qui sont nationalistes et ceux qui ne le sont pas, d'essayer d'opposer les exploitants d'activités économiques de plage au Conseil exécutif qui refuserait de modifier le PADDUC, d'essayer de diviser les agriculteurs ou d'exacerber les divisions.

Tout cela c'est jouer les apprentis sorciers. Je vous dis solennellement que nous devons et c'est de notre responsabilité à toutes et à tous et à titre premier la nôtre - je parle de la majorité territoriale- que nous devons refuser cet engrenage.

Je termine en vous disant, qu'on observe depuis quelques semaines ou quelques mois une multiplication d'actes criminels ou délictuels graves, des incendies contre des travailleurs, des menaces contre des élus ou contre des fonctionnaires, des assassinats, malheureusement, des destructions d'exploitations économiques.

Je n'en connais ni les auteurs, ni les motivations qui les conduisent à agir dans l'ombre. Je ne suis ni policier, ni juge. Mais ce que je sais et que nous savons tous c'est qu'entre 2015 et 2017 il n'y avait plus d'espace politique, ni sociétal pour ce type de dérives. Il y avait un espoir, il y avait une dynamique, il y avait une perspective de dialogue et de construction avec l'Etat qui ne laissait pas de place objectivement, même très minime pour des dérives mortifères.

Si l'on ajoute, à tout cela le discrédit porté à la démocratie et le fait de nous dire en permanence que quelles que soient les élections que nous pourrions gagner par la volonté du peuple, il est des domaines dont on ne parlera jamais. Cela veut dire fermer la porte à la démocratie et si on met bout à bout tous ces ingrédients, cela veut dire que l'on est en train de construire en Corse une situation explosive, une situation dangereuse qui va échapper ou qui risque d'échapper à tout contrôle.

Alors, je vous le dis, nous, nous avons assumé nos responsabilités et je me tourne notamment vers les autres membres de la majorité territoriale. Nous en avons parlé, il ne peut y avoir d'autres réponses de notre part que celles de la démocratie. Il ne peut pas y avoir d'autres réponses que celle du chemin de l'éthique, du respect de l'intérêt général, la volonté d'écoute et de partage y compris de celles et ceux qui ne partagent pas nos idées et qui nous combattent démocratiquement. C'est la règle de la démocratie et pour nous il ne peut pas y avoir d'autres chemins que celui-là.

Mais je vous le répète solennellement, mes chers collègues, la société Corse est une société de proximité. Alors, voyons-nous, parlons, suscitons des démarches qui seront autant d'anticorps à ces dérives funestes. Créons des mécanismes et des procédures qui démontreront qu'il n'y a pas de place pour un retour en arrière.

Pensez à vous, pensons à nous, mais pensons aussi et surtout à nos enfants qui sont la prunelle de nos yeux. Nous avons commencé à leur construire un autre avenir et un autre présent et personne ne doit nous détourner de ce chemin.